

Presse muselée Journalistes emprisonnés

Le quotidien Tous et le mensuel Djaméé Salem sont suspendus. Certains journalistes et directeurs de la presse ont été arrêtés et persécutés en prison. Ils sont libérés sous caution. Mais la campagne de répression contre la presse indépendante continue sans relâche.

Depuis l'arrivée de Khatami à la présidence de la République islamique en Iran, les promesses sur les libertés et en particulier celle de la presse a fait long feu.

Récemment, le Guide suprême, chef de la fraction dominante du régime, ultra conservateur et intégriste, a lancé des diatribes contre la presse indépendante l'accusant de "comploter contre le régime et la sécurité nationale"

Depuis, sous la direction d'une "justice islamique" tenue d'une main de fer par des mollahs proches des conservateurs, une campagne de répression s'est déclenchée contre la presse et les journalistes. Entre-temps, le gouvernement de Khatami, incapable, laisse faire et dissimule son impuissance derrière le "respect de l'indépendance de la justice".

Ainsi, après Jaméé, on a suspendu le quotidien *Tous* et le mensuel *Jaméé Salem*. On a emprisonné **Hamid Réza Jalaï** et **Machallah Chamsol-vaézine**, respectivement directeur et rédacteur en chef de ce quotidien, ainsi que l'écrivain et journaliste **Séyed Ebrahim Nabavi**, détenus pendant un mois et persécutés, l'épouse de Jalaï fut interrogée et intimidée par les agents de la sécurité. ces journalistes viennent d'être libérés sous caution, mais restent toujours sous l'inculpation "de complot contre la sécurité nationale" ou d'outrage à l'*Ayatollah Khomeïni*. Ils n'ont jamais pu défendre leur cause devant un tribunal digne de ce nom.

SOMMAIRE

- Deux grandes figures politiques historiques assassinées.
- L'acharnement contre le plus ancien prisonnier politique.
- Un Allemand condamné à mort pour relation sexuelle.
- Presse indépendante muselée... Journalistes emprisonnés.
- Saïd-Zadeh victime des Talibans iraniens.
- Un écrivain mot dans des conditions suspectes.

Deux grandes figures politiques historiques assassinées:

Daryouche Forouhar Parvaneh Eskandari

Deux grandes figures historiques de l'opposition iranienne, faisant face à la dictature du Chah et à la République islamique, sont assassinées à Téhéran. elles rejoignent la longue liste des opposants éliminés depuis l'avènement du pouvoir sanguinaire établi en Iran.

Daryouche Forouhar, une des grandes figures de l'opposition politique iranienne et dirigeant du *parti Mellat d'Iran* (parti de la nation d'Iran), ainsi que son épouse, **Parvaneh Eskandari**, membre de la direction de dit parti furent assassinés, dans la nuit du samedi 21 novembre 1998, à leur domicile à Téhéran.

La nouvelle fut annoncée par la famille des victimes. Ses amis et proches ont pu entrer à l'intérieur de la maison des Forouhar et ont vu les corps atrocement criblés de coups de couteau.

15 ans de prison sous le chah

Daryouche Forouhar, âgé de 70 ans, avocat et homme politique, a été une des personnalités éminentes du mouvement nationaliste et démocratique iranien issu de Dr. Mosadegh.

suite page 3

Le Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat a été fondé en mars 1993. Composé de diverses personnalités et des membres de l'opposition iranienne en exil, il se veut indépendant des partis politiques. Il s'est fixé la tâche d'informer et de sensibiliser l'opinion publique internationale sur les violations des droits de l'Homme en Iran et sur le terrorisme d'Etat pratiqué par la République islamique à l'encontre de ses opposants à l'étranger.

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat

Adresse:
42, Rue Monge 75005 Paris France
Fax : (00 33) 01 43 44 14 52
Compte postal:
CCP 3943263 W la source



Un Allemand condamné à mort pour relation sexuelle

Le 10 octobre 1997, une cour d'appel islamique à Téhéran a confirmé la mise à mort par pendaison d'un ressortissant allemand, Helmut Hofer, pour relation sexuelle avec une musulmane. celle-ci a été condamnée à subir cent coups de fouet.

M. Helmut Hoffer fut condamné à mort en janvier 1998 par un tribunal islamique pour relation sexuelle avec une iranienne, conformément à une loi islamique qui interdit toute relation sexuelle entre un non-musulman et une musulmane. Or l'intéressé a fait appel et un nouveau procès s'est tenu au mois de septembre à Téhéran. L'avocat de M. Hoffer, surpris par la confirmation de la peine de mort par la cour d'appel, a déclaré que son client s'était converti à l'islam, et que lui-même avait affirmé, lors de son premier procès, qu'il était disposé à épouser sa campagne iranienne.

Tout laisse donc à penser que cette affaire, plutôt politique que judiciaire, est la réponse de la frange la plus intégriste du pouvoir en Iran, à la condamnation par un tribunal de Berlin du "plus haut sommet" de l'Etat iranien dans l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens en Allemagne.

Un nouveau Q.G. pour entraîner les Hezbollah

Dans un nouveau centre d'entraînement installé à proximité de Téhéran, des groupes de hezbollah, se perfectionnent dans le maniement des armes et de matraque afin de mieux réprimer toute réunion ou manifestation politique

Selon le quotidien *Keyhan* publié à Londres, un nouveau centre d'entraînement des groupes de *hezbollah* est mis en place à Karaj, ville située à 30 km de Téhéran. Véritables forces para-militaires à la solde des mi-

Mohssen Saïd Zadeh victime des *Talibans* iraniens

Incarcéré depuis 9 mois, on s'inquiète du sort de ce journaliste accusé d'avoir écrit un pamphlet où il met en lumière, textes à l'appui, la condition réservée à la femme dans l'islam.

Saïd Zadeh, journaliste du quotidien suspendu *Jaméé*, est en prison depuis neuf mois.

Il semble que la raison de ses malheurs vient d'un pamphlet qu'il a écrit dans ce journal sous le titre sarcastique: "*Les Talibans ont raison*".

Textes islamistes à l'appui, il y prétend que la politique anti féminine des *Talibans* en Afghanistan, se trouve dans la droite ligne de ce qui est préconisé par les livres de référence islamique. Ce qui l'amène à dire que les autorités iraniennes n'ont aucune raison d'excommunier les *Talibans* au nom de l'islam car ce sont eux qui en vérité appliquent fidèlement les véritables prescriptions de la religion.

En effet, dans les écrits du clergé chiïte et en particulier chez l'une de ses figures référentielles, *Majlessi*, la femme est considérée comme une bête de somme ou un objet, l'homme a raison de frapper sa femme et celle-ci doit rester cloîtrée entre les quatre murs de la maison...

Depuis qu'il a été arrêté, les autorités judiciaires gardent un mutisme complet sur le sort réservé à ce journaliste, son lieu de détention et les raisons de son arrestation.

lieux conservateurs, les *hezbollah* sont connus pour leur fanatisme et leur violence. Divisés en bandes compactes et équipés de matraque, ils parcourent les rues de la ville en motos afin de créer la panique chez la population. Ils font irruption dans les meetings et les assemblées et assomment les opposants politiques.



Deux figures politiques...

Il a été un des dirigeants de l'opposition au régime du Chah et a passé 15 ans de sa vie en prison sous ce régime.

Il a été une des premières personnalités de l'opposition du mouvement nationaliste iranien à appeler le peuple à mettre fin à la dictature monarchique en Iran, en 1978.

Radicalement contre le pouvoir islamique

Il était ministre du travail dans le premier gouvernement de la République islamique, sous Mehdi Bazargan. Depuis, il n'a cessé de s'opposer farouchement au régime actuel, en appelant les iraniens à lutter pour la liberté et la démocratie, en appelant au changement du régime islamique et à la séparation de la religion et de l'Etat.

Forouhar, par ses combats politiques de longue date et par ses convictions nationalistes et démocratiques, en faveur de la liberté et contre le despotisme, a marqué de son sceau l'histoire politique contemporaine iranienne

Une inlassable militante de la première date

Parvaneh Eskandari, avocate et femme politique, avait aussi derrière elle une longue activité d'opposition, à la fois dans le *Front national iranien* et dans une de ses composantes, le *parti Mellat d'Iran*, créé par son mari.

Elle a été la première femme iranienne à prendre la parole lors de la manifestation d'étudiants à l'université de Téhéran, en 1960, après une longue période de répression et de silence imposée par le régime du Chah à la suite du coup d'état de 1953, fomenté contre Dr. Mossadegh.

Elle a continué son combat politique sous la République islamique, en compagnie de son mari

et avec des positions politiques de plus en plus radicales contre les fondements du régime islamique.

pourquoi ces assassinats?

L'assassinat de ces deux grandes figures de l'opposition politique iranienne nous rappelle celui d'autres hommes politiques comme **Chahpour Baktiar** à Paris et **Kazem Sami** à Téhéran, tous les deux assassinés avec des armes blanches.

Ces meurtres qui font suite à la nouvelle aggravation de la répression, à la suspension des journaux et à l'arrestation et à l'emprisonnement des journalistes indépendants et des intellectuels, revêtent aujourd'hui une signification politique particulière.

En effet, assailli par des difficultés d'ordre économique, social et politique, rejeté par la population, une nouvelle fois confirmé par la non participation de la grande majorité des iraniens aux dernières élections, et enfin critiqué de plus en plus par les intellectuels et les journalistes indépendants qui osent braver la censure, le régime islamique dans son ensemble, et plus particulièrement à travers ses fractions les plus conservatrices, se lance dans une terreur et une répression aveugle afin de tuer dans l'oeuf toute velléité d'opposition. Une répression qui, à vrai dire, n'a jamais cessé depuis, malgré les gesticulations "libérales" de son nouveau président khatami.

Le Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat:

* Condamne avec indignation l'assassinat de daryouche et Parvaneh Forouhar.

* Accuse les autorités de la République islamique d'Iran d'être les véritables inspirateurs et commanditaires de ces meurtres comme ils l'ont été, depuis leur installation au

suite page 4

le plus ancien prisonnier politique libéré récemment:

Abbas Amir-Entézam est de nouveau emprisonné

Après avoir passé 18 ans dans les geôles de la République islamique, souffrant et malade, le régime iranien s'acharne contre le plus ancien prisonnier politique en Iran.

Ancien vice-premier ministre du premier gouvernement de la République islamique, **Abbas Amir Entézam** fut condamné, à l'aube du nouveau régime, à 18 ans de prison par un tribunal islamique. Durant cette longue période, il n'a cessé de réclamer son innocence en dénonçant l'ignominie de son jugement.

Libéré il y a quelque temps, il vient d'être à nouveau arrêté et emprisonné à Evine, centre de détention des prisonniers politiques à Téhéran. Il serait accusé d'injure à l'encontre du procureur général, Assadollah Lajévardi.

Malgré les démarches de son avocat et de son épouse pour obtenir sa libération, les autorités ont trouvé d'autres prétextes fallacieux pour garder Amir Entézam en prison. Ainsi il serait traduit devant un tribunal.

Il souffre gravement d'infection rénale et des maladies de la peau qu'il a contractées au cours de son long séjour en prison.

Deux figures politiques...

pouvoir en 1979, les instigateurs de tous les assassinats terroristes perpétrés en Iran et à l'étranger.

* Appelle toutes les organisations démocratiques et des droits de l'homme en France et dans le monde à condamner ces crimes contre l'humanité perpétrés par la République islamique d'Iran.

* Demande qu'une commission internationale composée d'observateurs et d'avocats indépendants puisse se rendre en Iran, afin de mener les investigations devant amener à traduire les criminels et leurs instigateurs devant la justice.

Un écrivain découvert mort dans des conditions suspectes

Majid Sharif, ancien étudiant de sociologie à Paris, porté disparu il y a quelques jours, vient d'être trouvé mort dans des conditions suspectes.

Un médecin légiste en Iran vient de déclarer, mercredi 25 novembre, qu'il possédait la dépouille mortelle de **Majid Sharif**, écrivain et membre du « Centre de recherches culturelles du Dr. Ali Shariati », à Téhéran. En attribuant la cause du décès à un « arrêt cardiaque », il a demandé à ses proches de venir identifier le cadavre.

Majid Sharif a été porté disparu, au matin du jeudi 19 novembre. Mardi, 24 novembre, sa famille révèle sa disparition aux médias. Le lendemain, le médecin légiste de Téhéran informe le responsable du Centre que le cadavre de leur collaborateur a été découvert sans toutefois donner la moindre information quant aux circonstances exactes de la mort.

Majid Sharif, réfugié en France en 1980, s'approche d'abord du « Conseil national de résistance iranienne » installé alors à Paris, avant d'en prendre de la distance quelque temps plus tard. Pendant son exil parisien, il poursuit ses études universitaires, et soutient une thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Pierre Ansart. En 1996, il part pour l'Iran et restitue son statut de réfugié politique aux autorités françaises. Dès son arrivée à Téhéran, il est sous surveillance et subit, de temps à autre, des interrogatoires des services de sécurité iranienne. En 1997, il commence ses activités en tant qu'écrivain-journaliste, traduit de nombreux textes en sociologie politique et collabore surtout avec le mensuel, récemment interdit, «Iran de demain».